

DOMINAINE PUBLIC

En amont d'IDA FiSo2

LE DISCOURS SOCIAL de la droite est à double face. Tantôt elle reconnaît les facteurs objectifs qui déterminent un accroissement des dépenses, le plus important étant le vieillissement de la population; elle souligne même ces données pour obtenir un moratoire social. Tantôt elle s'étonne de la croissance des prélèvements obligatoires, destinés pourtant à financer ces nouveaux besoins clairement identifiés. La facture est plus lourde parce que nous sommes plus nombreux à table, elle le sait. Mais elle veut faire croire que, si l'addition augmente, c'est par l'effet d'un appétit non modéré. Les convives en plus deviennent des desserts en trop.

Le mérite des travaux du groupe de travail interdépartemental FiSo, créé par le Conseil fédéral, est d'avoir chiffré le coût social augmenté de la société de demain, dans toutes les hypothèses, même avec une réduction des prestations. L'évolution démographique et les progrès de la médecine ont un prix, élevé. Il faut partir de ce constat et tenir un langage univoque. Le débat politique ne commence qu'en aval.

Mais avant que ne débute le marchandage, l'accord ou l'affrontement devrait se faire sur quelques orientations fondamentales. Nous les esquissons. La liste est indicative et non exhaustive.

- La reconnaissance, par tous les partenaires, de l'inéluctable croissance de la dépense à coût unitaire constant.

- La séparation claire des financements: caisse publique, participation publique ad hoc, cotisations. La volonté de Villiger d'épargner le budget fédéral en faisant des économies budgétaires qui aggravent la situation des assurances sociales ne cesse de semer la confusion. On l'a vu pour l'assurance chômage. De même, faut-il que l'État central continue à considérer comme dépenses les prêts faits aux assurances sociales?

- Une distinction nette entre ce qui ressort de la logique assurantielle et ce qui ressort du social. Exemple, la cotisation d'assurance chômage prélevée même sur les salaires qui dépassent le montant assuré. Question fondamentale, à ce titre, les retraités

*Avant que ne débute
le marchandage,
l'accord ou
l'affrontement
devrait se faire sur
quelques orientations
fondamentales*

doivent-ils participer au financement de l'AVS ou de l'assurance chômage?

- À quelles conditions politiques la TVA peut-elle être mise à contribution?

- Comment interférera la nouvelle péréquation intercantonale?

Les choix proposés comme un menu à la carte par IDA FiSo2 sont intéressants. Mais il serait fâcheux qu'ils provoquent d'emblée une dispute de détail. Ne pas brûler l'étape des principes directeurs!

AG

Le tous-ménage de C. Blocher

Chaque ménage suisse a reçu en cadeau de Noël l'argumentaire de Christoph Blocher sur l'état de santé de la Suisse, cinq ans après le refus de l'EEE. De facture austère, qui «fait sérieux», la brochure brasse moult chiffres et comparaisons internationales mais n'en est pas moins truffée d'erreurs.

CINQ ANS APRÈS le rejet de l'EEE, Christoph Blocher distribue un tous-ménage pour faire savoir à chacun que, loin d'être affaiblie, la santé des Suisses n'a jamais été meilleure. Il s'est fendu d'une traduction française, même si l'ensemble de ses sources est tiré de la presse allemande.

La faiblesse du texte est tout entière dans le chapitre I, qui tient en quelques lignes: «Le 6 décembre 1992, les citoyens et les cantons ont rejeté le Traité de l'EEE avec une participation au scrutin de 78,3%, à savoir la plus élevée depuis 1947. La Suisse a de la sorte opté pour la liberté, l'autodétermination, la neutralité et la démocratie directe».

Ce que Blocher omet de dire, c'est que la majorité du peuple refusant fut étroite (24 000 sur 1,7 mio) et que ce résultat serré était dû à l'acceptation massive des Romands qui, que l'on sache, sont attachés aussi à la liberté et à la démocratie directe. Faire l'impasse sur la signification politique de ce clivage limite singulièrement l'exercice politique de ce manifeste.

Des arguments économiques fallacieux

L'essentiel de la démonstration consiste à affirmer que le rejet de l'EEE n'a entraîné aucune catastrophe économique. Mais au moment du vote chacun savait, sur la base du rapport Hauser qui fut longuement commenté, que les trois variantes (adhésion, participation à l'EEE, isolement) étaient économiquement viables, et que les règles de l'OMC limiteraient les entraves à la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux. La réfutation de Christoph Blocher s'appuie essentiellement sur les arguments-diable-peint-sur-la-muraille des partisans du «oui». Avec un recul de cinq ans, Blocher corrige, c'est facile, quelques excès de propagande.

Inutile de chercher les erreurs. Il y en a. Par exemple cette affirmation en caractères gras que la balance des dépenses courantes s'est améliorée après 1992, en dépit de la récession. Tous les économistes savent qu'elle s'améliore justement en période de récession, par la baisse des importations.

Sur le fond, il est évident que la force du franc suisse, le poids des grandes

multinationales n'allaient pas s'effondrer du jour au lendemain. La démonstration économique s'appuie sur des facteurs à évolution lente, mesurés à l'aune du court terme. Et les comparaisons basées sur le PIB, converti en dollars, avantagent les pays à monnaie forte, et même surévaluée comme ce fut le cas pour la Suisse en 1995. La comparaison-clé repose d'ailleurs sur deux ans, PIB 1993-1995. C'est vraiment très court.

Enfin le débat n'est pas économique seulement. Les Romands n'ont pas raisonné en fonction de l'évolution du PIB, mais par conviction politique. Or cette question n'est pas abordée dès le départ. D'où la limite de l'exercice. *ag*

REVUE DE PRESSE

Dire ses quatre vérités

UN ANCIEN CONSEILLER d'État libéral bâlois, Peter Facklam, réagit aux propos d'un membre de la direction de Novartis. Ce dernier, pour justifier la politique de son entreprise, avait insisté sur la nécessité de parler vrai. L'ancien magistrat lui répond sur le même ton: dire à Novartis ses quatre vérités (*Basler Zeitung*, 6 décembre 1977, dans la rubrique «Forum»). Extraits.

«La population, jusque dans les milieux bourgeois, prend lentement ses distances d'avec «l'économie». Ce n'est plus «son économie», dont elle était autrefois fière des performances. Cette même distanciation, on l'observe chez beaucoup de collaboratrices et de collaborateurs des entreprises multinationales, y compris chez des cadres.»

À propos de la pression accrue exercée sur les employés, qui agirait comme une stimulation positive, Peter Facklam rappelle que sur un marché du travail peu fluide, «le revers de la médaille ne tarde pas à se manifester. Déjà pendant la haute conjoncture, on pouvait observer un relâchement du lien entre les salariés et leurs entreprises. Aujourd'hui, à cause du comportement de ces dernières, cette relation n'est plus que fonctionnelle. À la première offre intéressante, de nombreux collaborateurs compétents n'hésiteront pas à donner leur congé, cela au détriment de l'entreprise.»

Traduction DP

Le bonheur de l'université suisse

Le projet de révision de la Loi fédérale sur l'aide aux universités est mise en consultation. Les écueils à franchir sont nombreux: partage des compétences entre la Confédération et les cantons, partage du gâteau financier avec les HES, clé de répartition des subventions fédérales.

MANIFS EN ALLEMAGNE, malaise en France et en Italie, sélection sévère en Grande-Bretagne. L'université du plus grand nombre est en crise aujourd'hui dans toute l'Europe. En 1950, à peine 5% d'une classe d'âge fréquentaient les établissements d'enseignement supérieur. Ils sont aujourd'hui de 30 à 40%, voire 45% si l'on tient compte des filières professionnelles. Avec 15% de nouveaux inscrits, la Suisse échappe encore aux difficultés d'une université de masse, malgré la dégradation des taux d'encadrement ces dix dernières années. Le projet de révision de la Loi fédérale sur l'aide aux universités (LAU) vise à une meilleure utilisation des moyens disponibles.

Doublons, lacunes, désordres

Les faiblesses de la place universitaire suisse sont connues. L'enseignement supérieur et la recherche boitent entre les compétences fédérales (les Écoles polytechniques, la recherche) et cantonales (les universités). Les instances de collaboration, pour l'essentiel la Conférence universitaire suisse, n'ont donc pas de réel pouvoir de décision. Les universités, autonomes en matière scientifique, relèvent de la souveraineté cantonale, mais elles sont financièrement soutenues par la Confédération et l'ensemble des cantons (concordat intercantonal), selon des modalités compliquées. Doublons, lacunes, désordres, absence de transparence caractérisent la situation.

Ainsi, tandis que les autorités universitaires tentent avec plus ou moins de bonheur de réaliser quelques collaborations, Lucerne crée une faculté de théologie catholique, d'histoire et philosophie pour une poignée d'étudiants, alors que le gouvernement et la Chambre de commerce de Lugano lancent l'Université de la Suisse italienne, autour de l'architecture, des sciences économiques et de la communication, ce qui porte ombrage à l'Université de Fribourg, traditionnellement tournée vers l'outre-Gothard. Certes, le fédéralisme vaut bien quelques facultés. Mais

que dire en revanche de la révision en ordre dispersé des lois universitaires cantonales, pratiquement toutes remises en chantier dans le sens d'un renforcement de l'autorité rectorale sans concertation aucune?

La famille s'agrandit, il faut se serrer à table

La création des Hautes Écoles spécialisées (HES) vient ajouter depuis cette année un élément supplémentaire de chaos, puisque ces Écoles professionnelles sont aussi des institutions d'enseignement supérieur. Les universités et les Écoles polytechniques fédérales devront donc partager la manne fédérale, toujours plus menacée, avec les sept HES prévues par Berne. La répartition des compétences va donner lieu à bien des débats, particulièrement dans le domaine de la recherche. Les Hautes écoles commerciales (HEC) comme celles qui existent dans les Universités de Genève et Lausanne ne doivent-elles pas être repensées pour tenir compte du développement des Hautes Écoles spécialisées dans le domaine de l'administration et des affaires?

La dynamique de changement induite par l'Europe, l'augmentation des effectifs scolaires, les besoins de formation, le souci d'efficacité, le soutien accru à la recherche, la préparation de la relève et le retard des sciences humaines exigent une réforme institutionnelle en profondeur. Seule une telle réforme permettra d'atteindre les objectifs de démocratisation des études et d'excellence dans la recherche.

De nouveaux instruments d'action et de concertation

Le projet de révision de la Loi sur l'aide aux universités ne modifie pas fondamentalement les compétences restreintes de la Confédération en matière de recherche et d'enseignement supérieur. Il tourne habilement la difficulté en créant:

- Une Conférence intergouvernementale de l'enseignement supérieur.

Même si cet organe demeure une enceinte de discussion, il réunira pour la première fois les chefs de départements fédéraux et cantonaux chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche.

- Une Conférence universitaire, dotée de pouvoirs effectifs de décision à la majorité dans différents domaines, comme par exemple la mise en œuvre de la répartition des tâches entre les Hautes écoles, l'adoption de directives sur la formation universitaire, aux fins de reconnaissance des programmes et des diplômes ou la définition de critères d'évaluation et de comparaison des prestations des Hautes écoles en matière d'enseignement, de recherche et de services à la collectivité. Pour permettre à cet organe de prendre des mesures effectives, autrement qu'à l'unanimité, comme c'était le cas de la précédente conférence, un concordat Confédération-cantons déléguera à la Conférence universitaire les compétences dont elle a besoin.

- Une Conférence des recteurs, qui existe déjà de facto et qui permettra d'harmoniser le développement et la collaboration à tous les niveaux d'organisation des Hautes écoles.

Des réactions attendues

Mais la Confédération veut aussi que le payeur commande. Le projet comporte donc un volet financier. Ainsi, l'aide fédérale aux universités cantonales sera désormais attribuée en fonction de prestations et non plus sur la base des dépenses effectuées.

Que restera-t-il du projet à l'issue de la consultation? Difficile de le dire. Le texte suscitera à coup sûr des réactions cantonalistes que devrait tempérer la situation financière difficile des cantons universitaires. Mais le grand problème reste évidemment celui de la collaboration entre les HES d'une part, les universités et les Écoles polytechniques fédérales d'autre part. L'échec de ce grand chantier signifierait la fin du fédéralisme universitaire et la reprise de ce domaine par l'État central.

jcf/jd

Questions pour une fusion

Les modes de planification et de travail des entreprises de construction restent spécifiques et les possibilités de rationalisation limitées. Peut-être y a-t-il là une chance, face à l'évolution déshumanisante du travail dans de nombreuses branches économiques.

APRÈS LA FUSION bancaire du 8 décembre, celle du 12 décembre entre Zchokke et Locher dans l'industrie de la construction. Mais le bâtiment ne ressemble pas à la banque.

Le mariage Zchokke-Locher – chiffre d'affaires: 942 millions de francs – suit de près celui de Stuang, Preiswerk et Schmalz (900 millions). La crise, puis l'entrée dans une économie à caractère cyclique ne freinent donc pas la rationalisation du travail ni le processus de concentration dans le secteur de la construction. Mais ne nous y trompons pas; fondamentalement, la branche ne connaît pas une véritable restructuration: si le nombre d'emplois a fortement diminué, l'effectif des entreprises reste stable.

Limites de la rationalisation

Cette stratégie de concentration reflète une caractéristique des grandes entreprises. Ces dernières ne peuvent survivre au rythme aléatoire de la rentrée des commandes. Plus que les autres, elles sont condamnées à planifier leurs activités. Plus que les autres également, elles recherchent la stabilité sur une longue période, donc des accords avec les organisations syndicales, notamment sur les salaires et la formation professionnelle.

Si ces fusions favorisent le dialogue entre partenaires sociaux, elles n'en restent pas moins fragiles, car la construction fonctionne très différemment des autres secteurs économiques. Le produit de la construction, parce qu'il varie selon les régions et les usages sociaux, résiste à la rationalisation, à la parcellisation et à la répétition des tâches. Les techniques utilisées pour la réalisation d'un même produit changent d'une entreprise à l'autre, voire à l'intérieur d'une même entreprise. Cette diversité de produits et de techniques rend illusoire l'application au secteur de la construction des règles stables et précises qui prévalent dans l'industrie manufacturière. Ici pas de minutage possible du temps d'utilisation des machines, des postes de travail et des équipes de salariés.

Mais il y a plus. Alors que l'industrie, par la division du travail, est parvenue à dissocier les tâches d'exécution et celles de planification et de contrôle, la construction – on l'observe sur les

chantiers – lie intimement les premières et les secondes. Les aléas propres à la construction exigent une gestion fine du temps; la complémentarité des qualifications nécessaires à l'acte de construire implique une coordination subtile. Toutes caractéristiques qui empêchent une rationalisation forte de ce type de production.

Ces caractéristiques irréductibles sont autant d'obstacles à la concentration des grandes entreprises; les avantages de taille sont ici moindres que dans l'industrie et les services. La construction, parce qu'elle est restée à l'écart du vaste mouvement de rationalisation du travail, recèle encore des savoir-faire, des règles de l'art. Si les partenaires sociaux parviennent à éviter la politique du pire (*DP 1234*) et à maîtriser le processus de concentration, cette branche pourrait servir de référence face aux modes de travail déshumanisants qui continuent de se développer ailleurs. *dm*

Oubliés

SUR LE PLAN syndical, que savons-nous des années vingt? Prenons le rapport du Comité de l'Union syndicale suisse pour les années 1927-1930. Trois découvertes:

- Dans le tableau des effectifs depuis la fondation en 1881, la mention d'une organisation du Personnel des banques qui a fait partie de l'USS de 1920 à 1922.

- Le rappel de la grève nationale des tailleurs sur mesure en 1924 et du prêt qui leur fut accordé, en plus des dons de solidarité. Les remboursements sont difficiles et l'on précise que leur syndicat «est de plus en plus sous influence communiste».

- Il est aussi question de la vague de rationalisation qui a «également atteint notre pays». L'USS a organisé un cours de rationalisation qui comportait les sujets suivants: Le côté économique du problème; La position des syndicats face à la rationalisation; Travail et fatigue; Travail et repos. Les conférences ont été publiées dans les deux premiers cahiers des *Brochures syndicales*. *cfp*

Fils de syndicaliste contre syndicat

Révolutionner La Poste sans s'aliéner le syndicat et le personnel. Jean-Noël Rey s'efforce de réussir cet exercice acrobatique. Contrairement à son collègue démocrate-chrétien Rosenberg qui renonce à piloter Swisscom vers la déréglementation, le socialiste Rey reste à la barre et maintient le cap. Mais il diminue la vitesse pour apaiser la plus forte tempête de mécontentement.

LA GRANDE NOUVELLE économique de l'année 1998 est certainement la libéralisation des télécommunications en Europe et dans le monde. La concurrence va profiter aux consommateurs. Elle n'effraie guère le personnel de Swisscom. En croissance explosive, le secteur reste favorable à l'emploi. La mutation technologique des télécommunications est donc plus stimulante qu'inquiétante. Il en va autrement pour la Poste, séparée désormais de Telecom-PTT. Pour survivre dans un univers déréglementé, Swisscom devait voler de ses propres ailes et cesser de renflouer le service postal. Un défi de taille. Le déficit de la poste atteignait 800 millions en 1991.

Jean-Noël Rey s'est déclaré d'emblée partisan de la scission des PTT qui impose l'équilibre des comptes pour les deux entreprises. Il n'avait d'ailleurs pas d'autre choix que de se démettre ou d'orchestrer la révolution. Son équipe s'est donc mise au travail sans attendre le prononcé officiel du divorce. Résultat financier inespéré: le déficit opérationnel a déjà disparu l'an passé. Mais d'autres difficultés s'annoncent pour demain. Le courrier électronique est en forte progression. Et l'Union postale universelle prédit que le trafic des lettres perdra 15 à 20% du marché en moins de dix ans.

Trois options stratégiques

La réforme de La Poste est basée sur trois objectifs stratégiques: maintien partiel des privilèges de l'ancienne régie, conquête de nouveaux marchés et baisse des coûts.

Au titre des privilèges d'abord, la Poste conserve le monopole pour tous les envois inférieurs à deux kilos. Plus libérale, l'Union européenne recommande une ouverture à la concurrence à partir de 350 grammes déjà. Si large soit-il encore en Suisse, le monopole est cependant rongé de l'intérieur. La distribution de publicité dans les boîtes à lettres par des messageries privées fleurit jusque dans les petites

villes. La Poste ne peut contrer cette concurrence offrant des salaires dérisoires.

La conquête de nouveaux marchés, le deuxième objectif, c'est bien sûr l'extension du service des paiements. La Poste vend déjà des fonds de placement. Elle offrira demain des polices d'assurance et des comptes d'épargne. L'informatique améliorera les services existants. Et forte de son réseau de 3700 bureaux, la Poste ambitionne de concurrencer les banques, sauf dans le secteur des prêts. Le trafic plus rentable de l'argent devrait à l'avenir renflouer le service toujours déficitaire des paquets et des lettres.

Pour abaisser les coûts, la Poste multiplie les réorganisations territoriales et les investissements de rationalisation, comme c'est le cas notamment pour la distribution des paquets. Mais la distribution postale se fera toujours par des femmes et des hommes. Et c'est eux qu'il faut aussi «réorganiser» et «rationaliser».

Les emplois et les rythmes de travail

La Poste occupait 42000 personnes au début de la décennie. L'effectif est aujourd'hui réduit à 37000 et la direction annonce encore 2000 suppressions d'emploi, sans licenciement. Mais comme le trafic postal et le volume du travail ne diminuent pas, il faut donc accélérer les rythmes. Berne renforce le contrôle du nombre des envois triés et distribués par chaque employé. Pour le syndicat, cette course au rendement détruit l'esprit d'entreprise et le sens du service public. Le facteur n'est plus le lien social ou l'assistant de la petite vieille isolée.

Le personnel ne cache pas son mécontentement. Jean-Noël Rey, fils d'un pionnier du syndicalisme valaisan, a reçu une brassée de cactus lors du Congrès de l'Union PTT il y a quelques semaines à Martigny. En rédigeant il y a 25 ans sa thèse sur le mouvement ouvrier, le jeune universitaire Rey ne

pensait sans doute pas qu'il serait un jour la cible de la grogne syndicale.

La contestation d'ailleurs se poursuit. On apprenait mi-décembre que la Poste s'apprêtait à signer contrat avec le groupe Vis à Vis. Les petits bureaux de poste non rentables auraient collaboré avec l'épicerie de village pour maintenir une activité commerciale dans les régions retirées. Le syndicat a carrément mis les pieds au mur. Un buraliste postal ne saurait devenir épicer. Jean-Noël Rey a retiré son projet. Pour l'instant tout au moins. «Je propose d'aller au rythme de l'évolution des gens» rappelle le patron de La Poste. Il est sans doute allé cette fois trop vite. La négociation a repris. Mais le syndicat ne semble pas avoir d'alternative valable pour maintenir en vie 3700 bureaux de poste. *at*

Médias

DOMAINE PUBLIC RÊVAIT depuis longtemps d'une revue de la presse des autres régions linguistiques du pays. Faute de moyens, l'idée n'a pu être concrétisée. Dès mi-octobre, on peut trouver l'ébauche d'une telle revue sur Internet (www.swissues.ch). Fruit de la coopération de quatre journalistes, d'une agence de photos et d'une agence de communication, la revue de presse est encore modeste puisque une synthèse paraît tous les quinze jours seulement. *jd*

L'EXCELLENTE REVUE *Saisons d'Alsace* intitule son 137^e cahier «Où va Mulhouse?», à la veille du 200^e anniversaire de la réunion à la France de cette ancienne alliée des Suisses. On y rappelle que cette réunion ne fut pas totalement volontaire. La France avait exercé une forte pression économique en bloquant les frontières, contraignant la ville à renoncer à son indépendance. *cfp*

Dieudonné, Zenabo, Hamidou

On ne revient pas indemne des voyages en Afrique noire.

D'abord, on passe d'une planète à l'autre, perdant en route tous nos repères.

Ensuite, on se trouve comme le poisson dans le marigot, pris dans la chaleur des relations sociales.

Puis, au retour, on se sent dépossédé, dénudé, un peu grelottant. Et il n'y a là aucune allusion à un quelconque vent hivernal.

AVEC UNE PETITE poignée d'heures de vol, on peut débarquer, par exemple, au Burkina Faso, et s'éviter un morceau de notre saison froide.

En un coup d'avion, les Helvètes peuvent sentir la chute de température de 1 à 30 degrés et le passage du 4^e au 164^e rang au classement mondial du PIB (le dernier est 175^e). L'espérance de vie se réduit aussi singulièrement puisqu'elle passe de 78,1 à 46,4 ans. Le taux d'alphabétisation tombe de 99 à 18,7% (source: *L'État du monde 1998*, La Découverte). Un point commun au moins: ni la Suisse, ni le Burkina Faso n'ont de débouché sur la mer.

Sorti de l'aéroport de la capitale, qui ressemble peu à Cointrin, le ton est déjà donné: le taxi, qui a fait bien plus d'un tour de compteur, tombe en panne d'essence après... trente mètres de course lente. L'habitude est ici d'acheter l'or noir à coup d'un ou deux litres. Le liquide, hors de prix, est disponible dans les temples lumineux, colorés, spacieux et hygiéniquement irréprochables que sont les stations d'essence. Elles sont plus arrogantes encore, dans la quasi-obscurité citadine, plus gonflées de leur indépassable importance que nos banques même.

Décembre, c'est le milieu de la saison sèche, qui «vaut» huit mois. Pas une goutte de pluie jusqu'en avril, mais du sable, emporté par l'harmattan, qui reste en suspension, mêlé aux gaz d'échappement. Les phares jaunes se déplacent, dans un halo, comme au travers des brouillards du Rhône, dans des rues rarement goudronnées. Le mélange irrite les yeux, la gorge, encombre les sinus, se dépose en tous lieux. Les habitants de Ouagadougou luttent, sans répit et sans espoir de vaincre, contre ce sable omniprésent.

Sur la route de Bobo Dioulasso et de Ouahigouya les haut-parleurs du car déversent, outre des grésillements, un refrain à la mode: «Les temps sont difficiles». Cela ne va pas s'arranger, cette année la récolte de mil, l'aliment de base, a été catastrophique. Les prix ont déjà pris l'ascenseur et les chanceux

qui ont un salaire s'attendent à la visite prochaine de la famille vivant en brousse: solidarité oblige.

Les routes du Burkina Faso, où le goudron laisse volontiers place à la piste de latérite rouge ondulée, où les véhicules soulèvent un épais nuage de poussière qui englobe les cyclistes et leur chargement de volailles, les piétons, chèvres, moutons et zébus réfugiés sur les bas-côtés, nous mènent de village en village, composés de huttes circulaires en terre, aux toits d'herbe sèche. Ça et là se dressent les baobabs colossaux, aux troncs argentés disproportionnés, aux branches qui deviennent trop vite brindilles, avec parfois une fleur, une feuille à leur extrémité: tant d'efforts qui se réduisent à si peu d'effets, voilà une métaphore toute sahélienne. Dans ce pays plus de 80% de la population vit d'agriculture et d'élevage.

L'activité humaine est incessante: marchés sillonnés de petits vendeurs de cartes postales, de bijoux, de mouchoirs en papier, d'arachides. Conséquence de cultures d'exportation, on trouve des haricots, des carottes et même des choux, au milieu des ignames, des noix de kola, des patates douces, du maïs blanc et du mil. Le coin des tissus déborde de pagnes imprimés de couleurs bien vives, aussitôt achetés, aussitôt cousus à l'aide d'une antiquité à pédale. Le coin des viandes, le coin des poissons et des épices répandent leurs odeurs: bonnes ou désagréables, elles sont fortes. Les vautours ne sont pas loin, perchés, ou planant et tirant derrière eux une ombre immense, – ils sont des **é b o u e u r s** consciencieux, indispensables et omniprésents, sinon gracieux. On voit aussi des panneaux publicitaires: Coca, Maggi, Nestlé. Aucun pays n'est assez pauvre qu'il n'y ait quelques «je-tens» à grappiller.

Je dois parler du peu de livres que l'on trouve, de leur état, gonflés par l'humidité, rendus cassants par la sécheresse, ensablés, usés, rongés par les bestioles, déformés par mille lecteurs, – et chers quand même.



Variste, Moussa, Paul, ...

Mais le Burkina Faso, plus que la somme des calamités naturelles et économiques qui lui sont infligées, c'est avant tout un formidable élan vital, l'ingéniosité de tout un peuple mise au service de la survie, c'est l'extrême lucidité et l'engagement des intellectuels et des paysans, c'est la solidarité comme valeur première, c'est aussi l'accueil et la générosité – «l'eau de l'étranger» – qui nous laisse, nous autres pauvres occidentaux, singulière-

ment orphelins, passé le seuil de l'aéroport.

Et il y a le rire, l'humour toujours prêt à servir: «Il n'y a pas de sot métier. Mon grand-père vend de l'eau au Rond-point des Nations Unies... Ma mère est mécanicienne. Moi je suis chanteur. Faites comme chez nous: on s'en fout!», chantait Black So Man.

À la fin, il faut partir. Et l'on revient avec le plein de confiance dans l'humanité, avec le sentiment de quitter

des choses essentielles pour retrouver le silence de tombeau de nos habitations et de nos quartiers. On revient avec un bout de Burkina Faso dans la tête:

– Vous avez quelque chose à déclarer?

– Des amitiés et des énergies nouvelles, un espoir de retrouvailles...

– C'est bon, passez.

Et le tout jeune baobab passe aussi – clando – au fond du sac. cp

ACÔTÉ DES ACTIVITÉS proprement touristiques, nous avons bénéficié d'un programme de visites de projets et d'associations, orchestré par Paul Taryam Ilboudo, coordinateur des projets de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) au Burkina Faso.

Parmi les organisations partenaires de l'OSEO, nous avons visité l'association de paysans Manegdbzânga, qui est centrée sur la formation: cours d'alphabétisation pour adultes; formation continue en agriculture, en gestion; école expérimentale bilingue où l'on commence la scolarité par deux ans d'enseignement en langue nationale (il y en a plus de 60 au Burkina Faso), avant d'apprendre le français. Les résultats ont stupéfié le Ministère de l'Éducation! L'association a ouvert une pharmacie et mis sur pied un établissement de petit crédit, pour aider au lancement de petits commerces et au développement de l'élevage. Cette Caisse populaire soutient l'épargne et les investissements des habitants d'une trentaine de villages.

L'OSEO soutient également l'Association des éditeurs et publicateurs de journaux en langues nationales, qui veut favoriser l'information des alphabétisés en zone rurale, cela dans les principales langues: Moore, Ffulfulde, Jula, entre autres. Ce travail d'information est primordial, d'une part pour maintenir les connaissances acquises par l'alphabétisation, d'autre part pour éviter l'exclusion des 90% de Burkinabé ne parlant pas la langue officielle, le français. La visée de l'association est d'arriver à ce que les populations locales

puissent gérer entièrement leur journal, y compris la rédaction d'articles.

Nous avons rencontré également des membres du Syndicat national des enseignants africains du Burkina, qui défend les intérêts des enseignants, la qualité de l'enseignement, l'alphabétisation des filles, – plus souvent encore privées d'école que les garçons.

Au chapitre des droits de l'homme, nous avons parlé avec des responsables

du Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des peuples. Le mariage coutumier, qui autorise la polygamie, est encore «imposé» aux femmes ne connaissant pas leurs droits; le «lévirat», qui oblige les veuves à épouser le frère de leur défunt mari est encore pratiqué, – de même que l'excision. Plus généralement, le Mouvement s'attelle à la traduction de la Constitution en langues nationales; dénonce les cas de disparition de militants, de syndicalistes, et les exécutions mystérieuses lors d'opérations de «nettoyage». La démocratie burkinabé n'est pas encore parfaite...

Impossible de se rendre dans ce pays sans aller voir de près les mythiques groupes Naam. Tenus pour un modèle de synthèse entre culture africaine et modernité, ils reposent sur une structure traditionnelle, les kombi-naam, qui sont des groupements de jeunes, voués à l'entraide communautaire, où toutes les décisions sont prises en commun. L'innovation sociale, interdite par la coutume, est rendue acceptable, puisqu'elle est issue des pratiques existantes. Leur devise: plutôt qu'assister, rendre responsable.

Impossible de même d'aller à Ouahigouya sans rendre visite à l'Association Être comme les autres, ECLA, que son directeur, Moussa Bologo, était venu présenter à l'Hôtel de Ville de Lausanne en 1996, en compagnie de Luc Chessex et de ses photographes. Cette association, centrée sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées – vouées traditionnellement à la mendicité –, vise l'autonomie financière pour ses projets et offre une gestion transparente.

Vingt-quatre personnes travaillent au montage de vélos usagés, qui viennent de France. Les pièces de vélos deviennent aussi des voiturettes pour handicapés, qui peuvent ainsi se déplacer, pédalant avec leurs bras; ECLA plante aussi des arbres, six mille à ce jour, et surtout assure leur arrosage tout au long de la saison sèche. La commune paie pour chaque arbre vivant après un an; ECLA installe et assure le ramassage des poubelles, le compostage et le triage des déchets, produit des briques en latérite qui résistent aux fortes pluies, installe des latrines publiques offrant des conditions d'hygiène inédites; ECLA a ouvert un centre d'appareillage, un centre de production artisanale, une banque d'épargne et de crédit, «Notre Banque», une pharmacie n'offrant que des médicaments génériques, – les «spécialités» sont inaccessibles à la majorité. cp

Vos dons seront efficacement utilisés:

• OSEO, mention Burkina Faso, CCP 80-1210-4.

• ECLA, BP 362, Ouahigouya, Burkina Faso.



Penser à l'envers

Le philosophe André Gorz a signé un manifeste-mode d'emploi contre les dérives économiques actuelles. Passionnant.

ET SI, FACE AUX fusions, mégafusions et rétrécissements subséquents du marché de l'emploi, on décidait de renoncer aux larmes, aux déplorations, pour envisager l'avenir l'esprit vif et l'appétit de changement aiguisé? Et si le triomphe du capital sur le travail, l'un et l'autre désormais dématérialisés, représentait, au fond des fonds, une chance à saisir – celle de quitter la société salariale comme on abandonne une vieille peau usée – plutôt qu'un cataclysme dévastateur? Voici un livre, *Misère du présent. Richesse du possible*, qui entraîne, tambour battant, aux sources de production d'une nouvelle société.

Un manifeste et un mode d'emploi

L'auteur, André Gorz, un révolté persistant et pénétrant, prédit depuis trois décennies ce qui survient aujourd'hui et pointe du doigt les voies possibles, sans se lasser. Le voici donc qui affine et prolonge ses analyses précédentes mais, cette fois, dans l'urgence. Impossible d'attendre plus, impossible d'entrer dans l'avenir à reculons, sans projet, tandis que se défont les sociétés et que rien, sinon une sous-prolétarianisation galopante, l'indifférence politique, la désagrégation des liens, la haine de la vie et de soi, la barbarie, ne les remplace.

Limpide et précis, son livre se présente comme un manifeste et aussi un mode d'emploi. Mais d'abord, il scrute le conscient et l'inconscient du capital et pose un diagnostic sans appel. La mondialisation, l'impératif de compétitivité ont bon dos: aujourd'hui comme hier, la question vraie est celle du pouvoir. Qui se trouve concentré en un nombre de mains de plus en plus réduit.

Logique financière et logique économique entretiennent des relations de plus en plus distendues; à l'intérieur des États comme entre États, les instances financières jouent un rôle de plus en plus décisif; la rémunération du capital s'accroît, les systèmes de protection sociale s'affaiblissent. Loin de s'émanciper, la masse des salariés et celle, de plus en plus nombreuse, des

indépendants prestataires de services, subit un joug subtil, incitée à vendre non plus son temps ni même sa compétence, mais son entière implication, la fibre même de sa vie.

Le manque de travail est un mensonge

Bien entendu, le don de soi à l'entreprise est incompatible avec l'horaire allégé; mieux vaut disposer de nombreux travailleurs inactifs et d'un tout petit nombre de travailleurs surchargés, forcément précaires. C'est ainsi que la productivité des uns engendre le chômage des autres, «le travail abolit le travail».

Il s'agit de pulvériser ce rapport pervers, de se rendre maîtres du sens et des conséquences de ses occupations, de refuser d'abandonner aux forces du marché et à celles du capital la production même de la société. Ce mensonge – le manque de travail –, André Gorz le rejette avec force. Ce qui, en vérité, manque, dénonce-t-il, c'est la distribution des richesses pour la production desquelles le capital emploie de moins en moins de travailleurs.

L'éthique plutôt que la raison

Aujourd'hui, ne dispose de l'ensemble de ses droits de citoyen que celui qui possède un travail devenu ainsi le bien le plus précieux. Changer la société, c'est en premier lieu déconnecter ces droits (au revenu, à la citoyenneté, à toute forme d'épanouissement en général) du travail. L'enjeu se pose en termes politiques – un rapport de forces à renverser; il se pose aussi en termes culturels – culbuter l'image du travail, changer les mentalités, une rupture qu'il faut être capable de vouloir et de penser. Et chacun de ces termes – politique, culturel – travaille l'autre.

Au politique – entendons socialiste – il incombe de renoncer à la raison instrumentale, choses et gens envisagés comme moyens en vue de successives fins, pour s'engager dans une éthique de la responsabilité à l'égard des autres comme de soi. Produire une nouvelle société, où le sujet occupe le centre,

c'est, par exemple, défendre l'éducation (la capacité critique) contre la socialisation (la capacité adaptative); c'est promouvoir la multiactivité dont le travail n'est qu'une composante parmi la foule des aspects d'une vie diversifiée, contre la pluriactivité prise en par les employeurs comme moyen d'assurer la flexibilité et d'accroître la productivité. C'est, autre exemple avancé par André Gorz, en venir à l'allocation universelle garantie inconditionnellement à tous comme moyen de «préserver l'inconditionnalité des activités qui n'ont leur sens plein que si elles sont accomplies pour elles-mêmes», de «mettre en commun des richesses socialement produites» et, d'ouvrir, surtout, à l'évolution générale.

Le livre développe expériences et propositions. Mais l'essentiel est posé au départ: si les exigences politiques de l'heure appellent réponse, elles ne la trouveront qu'à la lumière d'un futur préfiguré d'un esprit incisif, rebelle, généreux. Celui d'André Gorz, par exemple. lc

André Gorz, *Misère du présent. Richesse du possible*, éd. Galilée, 1997, Paris, 229 p.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)

Rédaction:

Claude Pahud (cp), Géraldine Savary (gs)

Ont collaboré à ce numéro:

Lorette Coen (lc)

Jean-Claude Favez (jcf)

André Gavillet (ag)

Daniel Marco (dm)

Charles-F. Pochon (cfp)

Albert Tille (at)

Composition et maquette:

Françoise Gavillet, Claude Pahud,
Géraldine Savary

Secrétariat: Murielle Gay-Crosier

Administrateur délégué: Luc Thévenoz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA,
Renens

Abonnement annuel: 85 francs

Étudiants, apprentis: 60 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone: 021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

E-mail: domaine.public@span.ch

CCP: 10-15527-9

Domaine public - Index 1998

1. Politique fédérale

1326	Nouvelle poste: Fils de syndicaliste contre syndicat	at
1327	À un rythme très helvétique	JD
1327	Dossier de l'édito: La longue marche	jd
1327	La Constitution fédérale et les villes: L'enthousiasme, version 150 ^e anniversaire	yj
1328	Delamuraz, avant, après: Vacances gouvernementale	jd
1328	Éloge du chaos: Expo 2001: se fera, se fera pas	yj
1328	Dans la feuille fédérale: Constitutions cantonales, initiatives «autoroutières» et quelques rebibes	cp
1329	Le champ politique est encore vaste	JD
1329	Constitution fédérale: Droit de grève: les mots pour ne pas le dire	jd
1329	Petit crédit: Manceuvres bancaires, lenteurs parlementaires	at
1329	Bilatérales: Dangereuses exigences irréalistes	pi
1331	Note de lecture: Le consensus n'est plus ce qu'il était	jd
1331	Le Débat, Réforme du gouvernement: Le temps de l'alternance et des cures d'opposition	rn
1332	Élection du Conseil fédéral par le peuple: L'initiative socialiste (1939-1942)	ag
1332	Le Débat: Élection du Conseil fédéral par le peuple. Et si l'on imaginait un nouveau Conseil fédéral? Andreas Auer	

1333	Rapport Brunner: Nouvelles menaces, menaces oubliées	jcf
1333	Élection au Conseil fédéral: Bien agiter avant de servir	jd
1333	Indemnité refusée: A quoi sert la commission Bergier?	jcf
1333	Droit de grève: Passe en retrait	jd
1334	L'expo.01 postmoderne	AG
1335	Droit de recours: Ces associations qui dérangent	jd
1336	Réforme de la Constitution fédérale: Quel pouvoir constitutionnel pour les juges?	jd
1336	Affaire Rey: Délit de grande gueule... et de générosité mal contrôlée	at
1336	Arrivée tardive	jd
1337	Imposition de la valeur locative: Quand le Tribunal fédéral met le holà	ag
1337	Contrôle fédéral des finances: La mutation des comptables tatillons	at
1338	Surenchères nationalistes	AT
1341	Naissance d'un hybride politique	AG
1342	Votation du 7 juin: S.O.S. - pour une Suisse sans police fouineuse: Le choix entre deux dangers	jd
1342	Votation du 7 juin: objectif budgétaire 2001: Le pacte des peureux	ag
1342	Réforme de la Constitution fédérale: Escarmouches	jd
1342	Imposition des gains boursiers: Une solution écartée	ag
1342	Réforme de la Constitution fédérale: Quel pouvoir politique pour les juges? Jean Fonjallaz	JD
1343	Le boomerang du référendum	JD
1343	Dossier de l'édito: Le parcours tortueux de la Loi sur le travail	jd
1346	L'art du start	AG
1347	Il faut réinventer l'art du débat	JD
1347	Réforme de la Constitution fédérale: «Pouvoir constitutionnel» des juges Philippe Abravanel	
1347	Révision de la Loi sur le travail	Courrier
1348	Affaires étrangères: Un couple de Narcisses	jd
1348	Des juges et des hommes	courrier
1350	L'histoire nationale aseptisée	AG
1351	Défense: N'ayons pas peur de l'armée de métier	at
1352	Pour une séparation de corps Suisse-banques	AG
1353	Initiative Baumann-Denner: Quand la campagne se bat grandeur nature	ag
1353	Conseil fédéral: Inadaptable	ag
1356	Les mots et les choses	JCF
1357	Commission Bergier: Le rapport intermédiaire	ag
1357	VKMB: Savez-vous planter les choux, à la mode, à la mode...	gs
1358	Initiative Baumann: Pour les paysans, la solidarité reste à sens unique	pi
1359	Hommage: Jean-Pascal Delamuraz, d'une carrière à un destin politique	ag
1359	Hommage: Savoir aimer les gens, sans être dupe de la comédie humaine	yj
1359	Le Conseil fédéral et l'ONU: Le degré zéro de la politique étrangère	rn
1361	Le gourou et l'artisan	JD
1361	Congrès du PSS: La croissance bonne à tout faire Grégoire Junod	

1362	Congrès du PSS: Droleg, drôle de décision	gs
1362	Collaborations intercantionales: Le rendez-vous européen du fédéralisme coopératif	revue de presse
1363	Le temps de la démocratie	JD
1363	Denner: Ni écolo, ni citoyen	pi
1364	Droleg: Pour ne pas enterrer un problème complexe	débat
1364	Une influence tout à fait négative	revue de presse
1365	Sur un air de valse-hésitation	JD
1366	Politique agricole: Les paysans retiennent leur souffle	gs
1367	Le cœur sur l'autre main	AG
1367	Votations fédérales: Le blé, les urnes et l'approvisionnement	yj
1368	L'évaporateur fiscal parlementaire	AG
1368	Chambres fédérales: Madame la Présidente	rédi.
1369	Élection: Présidence de la Confédération: un rituel inutile	jd
1344	Constitution fédérale: Qui gèrera les réserves de la BNS?	ag
1344	Prévention: Côté police, côté banque	ag

2. Politique cantonale et régionale

1330	Entreprises publiques et semi-publiques: Une affaire des partis?	fb
1332	Conseil d'État vaudois: Des réalisations certes, mais de nombreuses inquiétudes	gs
1334	Élections vaudoises: Si loin, si proche	gs
1335	Grand Conseil vaudois: Ce n'est pas encore la régionalisation	ag
1335	Humeur civique: Élus pour beurre	cp
1336	Élections vaudoises: La recomposition du Conseil d'État vaudois	ag
1336	Fiscalités cantonales: Pauvreté vertueuse et attractivité séductrice	ag
1336	Apéro: à chaque canton son vin, et la viande séchée valaisanne pour tous	rédi.
1338	RHUSO: Pour ou contre le mariage des hôpitaux vaudois et genevois? débat	
1341	Finances genevoises: La méthode Coué	jd
1343	Grand Conseil vaudois: Une initiative fiscale inégalitaire	gs
1344	Comptoir suisse: Erreur au long cours	rédi.
1344	Disparités: Y-a-t-il vraiment plus de pauvres à Genève qu'à Zurich?	ag
1346	Participation populaire à Bâle: Opération consensus pour une foison d'idées	jd
1346	Protection civile: Vaud reste un trop bon élève	cp
1348	Péréquation intercantonale: Le retour des dames patronnesses	rn
1350	Cantons: Neuchâtel, premier de classe de la promotion économique	at
1351	Finances vaudoises: Contre le référendum financier obligatoire	ag
1352	Forum: Nouvelle Constitution vaudoise, Communes dans la Constituante	rn
1354	Canton du Léman: On se débat dans les difficultés financières	Grégoire Junod

DP Domaine Public

Outre les signatures en toutes lettres, vous trouverez les initiales de:

Éric Baier	eb
Claude Bossy	cb
Jean-Pierre Bossy	jpb
François Brutsch	fb
Lorette Coen	lc
Jean-Daniel Delley	jd
Gérard Escher	ge
Jean-Claude Favez	jcf
Lala Gagnebin	lg
Gabrielle Antille Gaillard	gag
André Gavillet	ag
Jacques Guyaz	ig
Pierre Imhof	pi
Yvette Jaggi	yj
Daniel Marco	dm
Philippe Nordmann	pn
Roger Nordmann	rn
Claude Pahud	cp
Charles-F. Pochon	cfp
Géraldine Savary	gs
Albert Tille	at

Les initiales en majuscules indiquent un éditorial.

- 1354 Canton du Léman:
Ça passe ou ça casse fb
1355 L'aveugle et le paralytique AG
1356 Genève: L'illusion proportionnelle jd
1357 Zurich: Du travail plutôt que l'aide sociale jd
1358 Votations: Zurich renonce au référendum financier obligatoire ag
1360 Hôpitaux valaisans: Intérêts particuliers et intérêts collectifs; centre et périphérie cp
1360 Finances du canton de Vaud: Un avant-goût des jours amers gs
1361 Mesures d'économie: Sous les chiffres globaux d'une caisse de pension publique ag
1362 Les économies ne sont pas modérées courrier
1363 Finances vaudoises: La négociation, le garde-fou et la mécanique ag
1365 Votation du 20 décembre à Genève: Le oui sera aussi de gauche fb
1365 Constitution vaudoise: Réfléchir aux valeurs et mettre l'accent sur la communication Fabrice Ghelfi
1367 Votations vaudoises: Vers un rééquilibrage... politique gs
1367 Conflit fiscal VD-GE: La fausse piste ag

3. Économie

- 1326 Dire ses quatre vérités revue de presse
1326 Secteur de la construction: Questions pour une fusion dm
1326 Note de lecture: Penser à l'envers lc
1327 Note de lecture: Le marché mondial de l'eau potable ag
1331 Le tabou du secret bancaire AG
1331 Dossier de l'édito: Le secret à l'égard de l'étranger ag
1331 Commerce international: Un «AMI» qu'il faut garder à l'œil! at
1331 Pour un revenu maximum revue de presse
1332 Concurrence: Pierre Tercier est pugnace, mais il n'est pas Zorro! at
1333 Politique économique: Comptes nationaux 97: repetita placent ag
1334 Mondialisation: Premiers pas contre la corruption at
1336 Entreprises: le droit au divorce YJ
1336 Bénéfices bancaires: La nouvelle UBS et le fisc ag
1338 Finance et éthique: Pour que la morale s'intéresse aux affaires cp
1338 Finance et éthique: La bourse ou les entreprises ag
1341 Euro: Un danger peut en cacher un autre at
1342 Les douteuses vertus du secret bancaire AT
1342 Note de lecture: L'argent de l'État jd
1345 Conjoncture sur les finances publiques AG
1345 Commerce mondial: Questions à propos d'un anniversaire chahuté jd
1345 Dossier de l'édito: Pour mieux comprendre les finances publiques ag
1345 Le libre-échange: Une théorie obsolète jd
1348 AMI: Berne s'applique à calmer le jeu at
1354 Imposition des gains en capitaux: Contre-expertise de complaisance rn
1355 Surveillance des loyers: Choisir la moins mauvaise solution at

- 1356 Société générale de surveillance: Les raisons d'une déconfiture lg
1357 Marchés financiers: Dogmes et hérésies rn
1358 UBS/LTCM: Touche pas à ma cote yj
1358 UBS/LTCM: Les pertes de l'UBS ag
1359 Marchés financiers: La bourse et l'UBS ag
1360 Capitalisme pas encore populaire YJ
1360 Tourisme en Suisse: Portrait de voyageurs jg
1361 Mondialisation: De nouvelles libertés pour les banques at
1362 Politique: Lauriers et infortune yj
1363 Une bouffée d'air frais intellectuel jd
1366 Financement des entreprises: Les faux espoirs de la monnaie unique at
1366 L'OMC et les négociations bilatérales: Le scénario d'un conflit programmé rn

4. Environnement

- 1333 Du vif-argent à Yverdon GE
1336 Le temps de construire revue de presse
1337 Circulation: Le temps de vivre jd
1346 Jungle communale: Les contradictions de l'écologie militante rn
1349 Une dangereuse pléthore JD
1349 Colloque: Le fédéralisme donne espoir à la réforme fiscale écologique fb
1366 Changement climatique: L'écologie et l'inquiétude des financiers jd

5. Énergie

- 1327 Une politique volontaire pour les pétajoules solaires ge
1349 Le marché navigue à contre-courant Jean-Yves Pidoux
1353 Politique énergétique: Bâle: une idée d'avance jd
1362 L'énucléation du nucléaire AG

6. Aménagement du territoire, urbanisme

- 1328 Circulation urbaine: Voir plus loin que le bout du parking jd
1345 Initiative populaire: Le sol, bien commun dm
1350 Dernière entrée d'autoroute avant le relais! Jacques Lonchamps
1359 Grands projets: Rechercher des décisions cohérentes fb
1362 Point de vue: La ville mal-aimée dm
1366 Urbanisme: Aménagement de la Place des Nations jpb
1368 Pour une large sensibilisation à un urbanisme de qualité forum

7. Mobilité, transports

- 1328 Transports: L'insécurité des avions de ligne ag
1329 SWA: New-York plutôt que Bamako? gs
1349 Transports: Un concept pauvre: le parking périphérique ag
1353 Transports: RPLP: des avantages qui vont peser lourd pi
1364 Transports: Deux wagons à accrocher pi
1364 Transports: Ce qui sera construit et comment cela sera financé pi
1367 Chemins de fer: Faux départ pour l'eurogrève at

8. Politique sociale, santé

- 1326 En amont d'IDA FiSo2 AG
1329 Stress: Reconnaître les méfaits des maladies sociales jd
1330 Forum: Politique sociale, La sous-information sociale: danger! Jean-Pierre Fragnière
1330 Vaud, Loi sur la santé publique: Psychiatrie et droit des patients cp
1334 RMR: Conclusions hâtives gs
1335 Sécurité sociale: Le pire n'est pas du tout sûr jg
1336 Vérité des coûts: Cachez ces chiffres... pi
1336 Forum: Les inégalités: Deux poids deux mesures, et une dose de cynisme Jean-Pierre Tabin
1337 Changement de politique? revue de presse
1337 Sécurité sociale: Le bénévolat est une profession d'avenir jg
1338 Santé: Médecins de famille et HMO jg
1338 Médicaments: les pilules du néo-libéralisme courrier
1341 Assurance maladie: Pour ne pas prêter qu'aux jeunes et aux riches pi
1341 Financement de la protection sociale: Non à la stratégie des impasses! Stéphane Rossini
1343 Viagra: la vigueur du Niagara ge
1344 Retraite anticipée: Attention au piège de la courte vue jd
1344 Assurance maladie: L'œuf et la poule pi
1344 Exclusion sociale: Pauvreté urbaine et riches recherches yj
1346 Assurances sociales et dépendances: Un couple en rupture Gérald Progin
1347 Rhuso: Un échec; un épisode ag
1347 Assurance maternité: Le chant de l'Arlésienne gs
1349 Société coopérative: Tours de Babel gs
1350 Assurance maternité: Ce n'est qu'un épisode gs
1350 Travail à temps partiel: Choix et contrainte jd/gs
1351 Réseau de Santé: D'abord distinguer les soins, puis varier les prestations jd
1351 Santé: La LAMal oblige l'homéopathie à s'évaluer ge
1353 Assurance maladie: Affaire Visana: le temps du monopole? rn
1354 Une étape vers la 11^e révision de l'AVS JD
1354 Partir avant 65 ans: Une solution de financement ag
1354 Interruption de grossesse: Le faux pas du Conseil fédéral jd
1354 Hôpitaux valaisans: La fusion remonte les fleuves cp
1355 AVS: Réaction maladroite jd
1355 Politique d'accueil des enfants scolarisés: Pour ne pas galérer à la rentrée gs
1356 Assurance maladie: Une concurrence déloyale jd
1356 Hôpitaux valaisans: Retrouver le temps perdu, et plus... cp
1357 Assurance maladie: Le milieu du gué rn
1358 AVS: En route pour la 11^e révision jd
1358 Assurance maternité: Discussion sur l'irréversibilité ag
1360 Assurance maternité: La victoire de l'opiniâtreté jd
1361 Assurance maladie: La LAMal vaut mieux que sa réputation jd
1362 Santé: De la difficulté d'être rationnel ge

- 1363 Politique sociale:
Observer et combattre l'exclusion cp
- 1363 Deuxième pilier: La fin des fonds
en déshérence revue de presse
- 1364 Assurances sociales: L'illusoire
redistribution de la richesse jd
- 1364 Assurance maladie:
Les chiffres des assureurs jg
- 1365 Les hôpitaux soignent l'économie cp
- 1366 Mortalité et travail:
Les risques du métier jd
- 1367 Assurances en déshérence:
Sans fichier d'adresses rn
- 1368 Sécurité sociale: Le coût des coupes yj
- 1368 Assurances privées:
Une «révisionnette» qui oublie...
les assurés pn

9. Syndicats, travail

- 1327 Que sont-ils devenus?: Après
les manifs, la convention collective gs
- 1327 Et la retraite à 60 ans? gs
- 1327 Les programmes d'occupation
doivent-ils s'étendre au privé? jg
- 1327 Chômeur en fin de droit: dur métier! at
- 1330 Temps de travail: Le CERN et le
compte épargne-temps revue de presse
- 1335 Le retour à la normale AT
- 1335 Syndicat:
Un nouveau journal pour le 1^{er} mai gs
- 1335 Syndicat: En Europe, le taux
de syndicalisation est en recul ag
- 1341 Loi sur le travail: Opus 98 gs
- 1342 Emplois temporaires subventionnés:
Statut en péril cp
- 1345 Semaine de 35 heures:
Le principe et le terrain jd
- 1348 De l'échec au nouveau départ AG
- 1348 Dossier de l'édito:
Le compte «capital-temps» ag
- 1348 La flexibilisation: Passer de la
concurrence à la collaboration
Jean-Pierre Tabin
- 1350 Nocturnes: A Nyon, les magasins
continueront de fermer à 19 heures gs
- 1352 Prêretraite: De gré ou de force, les plus
de 55 ans sortent du marché du travail jg
- 1352 Nocturnes et ouverture dominicale:
Avantage aux petits commerces
d'alimentation at
- 1353 Un bouquet trop capiteux GS
- 1353 Chômage: Statistiques trompeuses jd
- 1353 Relu: Le travail ne disparaît pas,
mais il change de nature réd.
- 1363 Organisation du travail:
Innovation au bord du Rhin jd
- 1363 La grève générale a huitante ans cfp
- 1363 Brèves syndicales: D'un syndicat
maison à un syndicat de branches gs
- 1364 Travail sur appel:
Garantir le minimum vital gs
- 1369 Brève syndicale: Une convention
pour l'hôtellerie-restauration gs
- 1328 Ces «Européens»
qui frappent deux fois AT
- 1330 Au-delà de l'Europe des poids lourds AT
- 1335 Débat: initiative «Oui à l'Europe»:
Le Conseil fédéral doit dire oui rn
- 1337 Une initiative embarrassante JD
- 1341 Europe: Claude Frey a raison at
- 1346 Bilatérales: Naviguer vers l'Europe
n'est pas une croisière de plaisance at
- 1346 Europe:
S'engager sur la voie de l'adhésion rn
- 1356 Conseil fédéral:
La «souveraineté» forcée at
- 1359 Vers l'Europe sans faux calculs JD
- 1360 Taxation des poids lourds:
Le sac de nœuds européen at
- 1365 Négociations européennes:
Un règlement de compte riche
d'enseignements jd
- 1369 Une réhabilitation de la Suisse AT
- 1369 Sainte alliance: L'UDC soutiendra-t-elle
les bilatérales pour ne pas adhérer? rn
- 1369 La libre circulation des personnes:
un grand progrès rn
- 1369 Du Champagne au Schabziger ag

13. Tiers-monde

- 1326 Carte postale du Burkina Faso: Dieudonné,
Zenabo, Hamidou, Évariste, Moussa,
Paul. cp
- 1327 Nord-sud: Agir pour que le tiers-monde
ne soit pas victime du génie génétique pi
- 1335 Coopération et exportations
helvétiques:
Une drôle de potion magique cp
- 1347 Coopération au développement:
Prendre les pauvres au sérieux jd

14. Formation, enseignement

- 1326 Formations supérieures: Le bonheur de
l'université suisse jd/jcf
- 1334 Les filles victimes de la mixité jd
- 1344 Université et marché du savoir: La chaîne
du savoir n'est pas celle de la valeur
ajoutée Gérald Berthoud
- 1355 Numerus clausus: Une occasion
d'améliorer les études de médecine jd
- 1362 Unis-EPFL:
Une proposition intelligente ag
- 1362 Apprentissage des langues:
D'abord un problème de culture gs
- 1366 Avis de tempête
sur les universités suisses JD
- 1367 Apprentissage: Enfin le renouveau jd
- 1368 Formation et recherche: Un vent frais
et revigorant nous arrive de Berne jd
- 1369 L'informatique dans la formation:
Un savoir-faire à développer gs

15. Médias

- 1331 Edipresse: Le temps du nouveau plan
social est enfin arrivé gs
- 1332 Le pouvoir des journalistes JD
- 1332 Dossier de l'édito:
Éloge de la diversité revue de presse
- 1333 Histoire de la presse:
La Gazette et le colonel cfp
- 1333 Limite: Quand la presse veut rendre
justice avant la justice pi
- 1334 Communication: La technique ne fait
pas de miracle jd
- 1343 Internet: Piège sur la toile jg
- 1345 Humeur télé d'un téléspectateur
romand Fabrice Ghelfi
- 1348 Humeur télé d'un producteur romand
Dominique von Burg
- 1352 Télévision: Le réalisme économique
à l'écoute des régions (et vice versa) gs
- 1353 Internet et vie associative: Passer du
XVIII^e siècle au troisième millénaire fb
- 1354 Relu: La culture saisie par la
technologie Manuel Castells
- 1355 Bio-internet:
Les animaux se moquent de la camérapl
- 1356 Internet: Surfer sur le dictionnaire jg
- 1361 En marge de la Foire de Francfort:
Plaidoyer pour l'indépendance
d'esprit des critiques littéraires forum
- 1364 La pub TV ne coûterait que du tempsAG
- 1366 Internet: Sur la toile, des liens de
solidarité peuvent se tisser jg
- 1367 Des scoops en bulles de savon jd
- 1368 SWA: Les médias romands semblent
frappés d'amnésie gs

16. Sciences et techniques

- 1330 Clonages: Confiance d'hier,
méfiance d'aujourd'hui ge
- 1332 Écologie:
Le steak plus vert que la salade? ge
- 1334 Génie génétique: Cadre législatif
souple et lointain ge
- 1344 Biotechnologie:
Le brevet nouveau est arrivé ge
- 1346 Science et Société: Le régime sans sel ge
- 1347 Dossier de l'édito: Génie génétique:
il s'agit maintenant de tenir
les promesses ge
- 1349 Plantes transgéniques:
Les plantes transgéniques seront
stériles, comme les hybrides ge
- 1350 Génie génétique:
Médias et scientifiques jd
- 1352 Sport:
Dopage: une faillite de la médecine? ge
- 1355 Génie génétique: Nouvelles du front ge
- 1361 Anti-Nobel: Des moules traitées
aux antidépresseurs ge
- 1365 Drogues: Neurosciences et addiction ge
- 1366 Origines de l'Homme: Quelques os,
une belle histoire, et l'ignorance ge
- 1369 Médicaments: Dur d'être innovateur ge
- 1339 - 1340 (Numéro spécial)
Le génie génétique,
Pour un soutien critique ge

17. Culture

- 1328 Notes de lecture: Poésie,
une «niche» romande? Jérôme Meizoz
- 1328 Monde du livre: Livres au feu,
étudiants au milieu cp
- 1328 Cinéma:
Titanic est-il un film marxiste? jg
- 1328 Brève: Jean-Pierre Monnier
Jérôme Meizoz
- 1329 Note de lecture: Nostalgie de plomb gs
- 1332 Note de lecture:
Elles ne voyageaient pas par plaisir jg
- 1333 Hommage: Transit Nicolas Bouvier,
poète et écrivain Jérôme Meizoz
- 1333 Dans l'édition romande:
Le numéro 30 du mini poche Zoé ag
- 1336 Cinéma: Films engageants
plutôt qu'engagés gs

- 1337 Note de lecture: Bourdieu, de pleins-feux gs
- 1338 Note de lecture: À propos de deux lucioles furtives dans le pays politique romand eb
- 1338 Cinéma: Le Silence des hommes, Das Schweigen der Männer Jacques Mühlethaler
- 1341 Exposition: Du bonheur d'être Suisse à la campagne au XIX^e siècle dm
- 1341 Note de lecture: L'écriture émigrée n'a pas de langue Jérôme Meizoz
- 1342 Cinéma: Festival du film documentaire « Visions du réel 1998 » Jacques Mühlethaler
- 1343 Note de lecture: Éloge d'un père Jean Kaempfer
- 1346 Musées bâlois: Les derniers feux jg
- 1346 Sur les rives de l'Achéron gs
- 1347 Cinéma: Lars von Trier hors-la-loi? Jacques Mühlethaler
- 1350 Monde du livre: Des inquiétudes et des portes ouvertes cp
- 1350 Notes de lecture: « Familles, je vous hais » jg
- 1350 En images et dans le texte cp
- 1351 World musique: Quand retentit le Ranz des vaches... gs
- 1357 Bibliothèques: La lecture, c'est du sport ge
- 1358 Monde du livre: Voir aux USA ce qui nous attend cp
- 1358 Cinéma: Conte d'automne, conte d'auteur Jacques Mühlethaler
- 1359 Collaborations intercantionales: la culture, L'OSR est un orchestre romand. Jusqu'à quand? gs
- 1359 Note de lecture: Quand la Suisse était au centre de l'Europe jg
- 1362 Cinéma: Joe le brave Jacques Mühlethaler
- 1363 Note de lecture: Pour une social-démocratie militante jg
- 1365 Cinéma: Un magistral clin d'oeil eb
- 1366 Note de lecture: L'édition en Suisse romande et les historiens cp
- 1368 Note de lecture: Un lourd passé gs
- 1369 Notes de lecture: Écrivons-nous en français? cp
- 1369 Notes de lecture: Le pays va-t-il voler en éclats? cp
- 18. Divers**
- 1328 Le premier geste politique de J.-P. Delamuraz ag
- 1328 Chronique: Pour les cinquante ans de Claudine Anne Rivier
- 1329 Pub: Le présent n'est pas un argument jg
- 1329 Marxisme: Le Manifeste a cent cinquante ans ag
- 1330 Intox: Ron Hubbard, l'humaniste yj
- 1330 200^e de la République helvétique: L'exercice de mémoire, un art exigeant revue de presse
- 1331 Exploits: Compter avec nos aventuriers jg
- 1331 Chronique: www.globale.idylle Anne Rivier
- 1333 Forum: Réflexion sur le « Nous » Jean-Yves Pidoux
- 1333 Questions à nos lectrices et lecteurs: « Vive l'absence de pub! » cp
- 1334 Sport: Tara Lipinski, la plus petite, la plus jeune et déjà la meilleure ag
- 1334 Forum: Socialisme périmé? La propriété du droit à l'emploi Charles-André Udry
- 1334 Chronique: Cher Monsieur E. Anne Rivier
- 1335 Débat sur le socialisme: La propriété est-elle soluble dans le socialisme? jd
- 1336 Paysage politique: Après le creux de la vague, les Verts reprennent vie jd
- 1337 Notule: Arme de poche contre le blanchissage jpb
- 1337 Entre « nous » soit dit, quelques considérations courrier
- 1337 Démotion justifiée courrier
- 1337 Élections régionales: Valeurs républicaines françaises ag
- 1337 Chronique: Mon salon de l'auto Anne Rivier
- 1341 Internet: Ailleurs Lausanne est puritaine jg
- 1342 Chronique: Le filleul de guerre Anne Rivier
- 1343 Relecture: L'homme unidimensionnel ag
- 1345 Jours tranquilles à Champel dm
- 1345 Note de lecture: En mai, condamne ce qui te déplaît cp
- 1345 Chronique: La folle des Nations Anne Rivier
- 1347 Conférence: De la passion et de la raison en politique revue de presse
- 1347 Statistiques: Quelques chiffres pour tordre le cou aux idées reçues jg
- 1347 Le khôl serait-il subversif? courrier
- 1348 Tables rondes: Le retour du corporatisme? dm
- 1348 Tables rondes: La table ronde plutôt que la chaise vide jd
- 1348 Sport: Le football est un phénomène social total... hautement rentable cp
- 1349 Sport: Et dire qu'au départ le football devait combattre l'alcoolisme jg
- 1349 Hommage: Henri Galland nous a quittés réd.
- 1349 Chronique: Le match à la radio Anne Rivier
- 1350 Interview: Le plaisir de gouverner revue de presse
- 1350 Fabrique de DP réd.
- 1351 Une obsolescence durable YJ
- 1351 Chronique: Le bal des tondeuses Anne Rivier
- 1352 Sport: Les armes interdites des petits soldats de la Grande Boucle cp
- 1352 Quand la France occupait la Suisse courrier
- 1353 Expo: Le fascisme: connaît pas jg
- 1354 Sport: Coup de froid sur l'athlétisme ag
- 1354 Chronique: Qui est Pétunia? Anne Rivier
- 1355 Le sport est un jeu qui doit redevenir coopératif Fabrice Ghelfi
- 1356 Crash de Swissair: Mais comment évaluer le prix d'une vie? pn
- 1356 « Demain, j'enlève le débat! » Jean-Yves Pidoux
- 1357 Innocente incompétence YJ
- 1357 Commémoration: La vérité et les baïonnettes jd
- 1357 Retraite: Les personnes âgées de plus en plus actives jd
- 1357 Combat pour la laïcité courrier
- 1359 Note de lecture: La banalisation de l'injustice sociale dm
- 1360 Les moyens de relever les défis de la globalisation forum
- 1361 Chronique: Déménager Anne Rivier
- 1363 Loisirs: Engouement pour tous yj
- 1364 Vers une juridiction universelle? revue de presse
- 1364 Chronique: Emménager Anne Rivier
- 1365 Humeur: La caserne est pleine rn
- 1365 Sport: Martina ou la vraie vie jg
- 1366 Chronique: La confession de Monsieur Cyclone Anne Rivier
- 1367 Colloque: Faut-il bouger ou supprimer les frontières? jpb/fb
- 1367 Antisémitisme: Extirper un mal pluriséculaire cp
- 1367 Sport et travail: Le dimanche, on dérape sur les terrains de sport jg
- 1368 Commission Bergier: Le pré-intermédiaire ag
- 1368 USA: Le scandale de la peine de mort ge
- 1369 Forum: Le président, le général et le juge Jean Fonjallaz
- 1369 Des idées à l'action: Pier Luigi Giovannini ag
- 1369 Agenda: Femmes de sport Sabine Estier
- 1369 Chronique: Un Noël en Suisse Anne Rivier
- 1344 Note de lecture: Les maisons du peuple jg
- 19. Réforme du service public**
- 1330 Entre gestion publique et privée: Comme un oiseau sur la branche... ag
- 1351 La fonction du médiateur dans les collectivités publiques: Indispensable indépendance Jean-Michel Piguet
- 1358 Échange statut contre bon contrat PI
- 1358 Administration publique: Éloge de la négociation jg
- 1358 Fonction publique: Le statut donne l'illusion de la sécurité jd
- 1361 Gestion publique: Le gaspillage Catreil SA ag
- 20. Femmes**
- 1329 Harcèlement: Une justice Unisexe? gs
- 1345 Rencontre: Violences et masculinité gs
- 1348 Anniversaire: Femmes de 91 gs
- 1352 Égalité hommes-femmes dans la formation: Les branches mal aimées jd
- 1357 L'Europe avance sur le chemin de l'émancipation ag
- 1359 Motionnaires et exécutif contre les femmes de nationalité étrangère Jean-Pierre Tabin
- 1361 Salarial féminin: Retour à la maison revue de presse
- 21. Immigration**
- 1335 « Guerre: Aller mourir au Kosovo; être mort au Vietnam » cp
- 1344 En finir avec les gesticulations JD
- 1344 Dossier de l'édition: De révisions en échecs jd
- 1353 Clandestins et assurance maladie: « Toléré » pourrait signifier « assuré » gs
- 1362 La Suisse « indépendante et neutre » at
- 1367 Étrangers: La Suisse joue à se faire peur jd